

Fumaroli (Marc)
Schneider (Michel)
Politique des arts

Publié :

« La politique des arts », *Spirale*, 143, Juin-Juillet-Août 1995, p. 8-9 et 15.

Titre : LA POLITIQUE DES ARTS

Deux ouvrages interrogent le rôle de l'État dans la vie artistique, l'un pour montrer comment la création artistique est devenue artificielle, lorsqu'elle est créée de toute pièce par des subventions sur mesure, l'autre pour analyser les caractéristiques d'une « religion culturelle » d'État qui a créé un veau d'or : l'art officiel contemporain. Dans un cas comme dans l'autre il ne s'agit pas de savants traités de sociologie de la culture, mais plutôt d'essais vifs et piquants qui illustrent cela même qu'ils entendent préserver : l'exercice ironique et désintéressé de l'intelligence. Ce sont bien sûr nos voisins hexagonaux qui font les frais de l'exercice, mais la leçon est riche d'enseignements pour nous.

Après avoir travaillé au discrédit de l'art contemporain (Luc Ferry, Jean-Philippe Domecq, etc.), il était naturel que l'on cherche ensuite la cause de cette culture idolâtre au-delà des renvois d'ascenseurs entre élites culturelles et sociales : c'est l'État qui entretient cette vitrine pour vendre du vide. Il s'ensuit un discrédit général du rôle éducatif de l'État : on ne croit plus que celui-ci saurait faire usage de la culture de façon bénéfique pour le bien public, on ne croit plus que l'art soutenu par l'État, ainsi que la culture issue de ses politiques, puissent promouvoir l'autonomie intellectuelle des individus en société, dans le sens d'une latitude plus grande des individus dans leur choix d'un style de vie.

Le tout-culturel

On commence par soupçonner l'État qui serait animé par une idéologie culturelle (caractérisée en France de colbertisme) dangereuse pour la liberté de l'esprit. Et puis, l'État serait sans idéologie, on déplore ensuite un État-girouette qui a pour politique culturelle d'assimiler toutes les idéologies sociales : toute initiative étatique pour œuvrer à la formation du citoyen ne peut servir que des lobbies puissants qui manipulent l'État.

Pour Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, il ne s'agit pas seulement de dénoncer l'État qui se crée une culture artistique à son image, qui finance trop volontiers et trop directement une culture de l'événement et de la vedette, — il s'agit surtout de constater une mutation profonde dans le concept de culture lui-même. Il semble en effet que l'État veut se retirer de la compétition artistico-littéraire, veut cesser de jouer le rôle de soutien et d'orientation dans la création des œuvres de l'art et de la pensée, pour

considérer dorénavant comme « culture » tout ce qui relève des rapports socio-culturels concrets dans la société, pour courtiser les milieux, mœurs et pratiques qui peuvent être catégorisés par une sociologie et une anthropologie de la culture. Nul besoin de se cultiver, chacun a déjà sa culture. Le fait que nous passons six heures par jour devant la télévision, ce que nous mangeons, nos jours de fêtes, etc., tout cela est d'emblée culturel. Ainsi, d'un côté de l'Atlantique comme de l'autre, on se demande si parler de culture c'est encore parler des arts, alors que le terme signifie tout autre chose pour nos dirigeants et les groupes de pression qui les assiègent. Aux États-Unis, la notion de culture ne comprend plus la littérature et les arts dits « esthétiques », parce que ceux-ci expriment la culture obsolète des *dead white males*.

L'État entretient un art contemporain officiel, il entretient des vedettes de la culture d'élite, dans un effort sans précédent de *donner le spectacle de la culture elle-même*, ce qui révèle l'apparition d'une sous-culture qui cultive l'élite pour la brader au peuple devenu touriste de ses propres richesses. On trouve ainsi du côté de l'État la même politique d'image qui caractérise les *sponsors* soucieux de rehausser leur image corporative : « La culture est à la mode, tant mieux. Tant qu'elle le restera, il faut s'en servir¹. ». Le véritable danger serait donc de laisser l'État élargir la notion de culture pour y intégrer tout ce qui relève de l'événement grand public et de la communication de masse, de laisser l'État assimiler productions culturelles et productions médiatiques. On remarque aussitôt qu'en élargissant ainsi le champ culturel, en privilégiant la production artistique spectaculaire dans le champ culturel élargi, l'État accroît ses modalités de contrôle : on s'habitue à voir les deniers de l'État directement déboursés par un ministère, en négligeant le principe d'une administration *at arms length*.

Le problème vient-il des grands commis qui ne peuvent comprendre que l'État éclairé est celui qui donne la liberté au citoyen d'interroger les fondements de sa liberté, qui donne aux artistes et aux écrivains les moyens de préserver la vie artistique de l'emprise de l'État lui-même et de toute manipulation provenant de groupes politiques, religieux, ethniques ? Ou bien le problème vient-il des artistes et des écrivains qui ont renoncé à s'engager dans quelque débat public, faute de perspective ou faute de courage, faute de conviction ou faute de sentiment de responsabilité ?

Une fausse démocratisation de l'art

Pour Michel Schneider, ancien directeur de la Musique et de la Danse au ministère de la culture en France, ce n'est pas la démission des intellectuels qui est en cause mais leur attitude suicidaire. Il attire notre attention sur les effets à long terme d'une certaine critique de la culture chez les intellectuels (Althusser, Barthes, Bourdieu, Foucault, Sartre, — et aussi Benjamin) qui ont fait voir en celle-ci un instrument de domination, de dressage, de distinction, voire

¹. Alain-Dominique Perrin, patron du groupe Cartier, cité in Bourdieu Pierre & Hans Haacke, *Libre échange*, Seuil, p. 145. Recensé dans nos pages par Pierre Popovic, *Spirale*, no. 133, mai 1994, p. 12.

d'enfermement². Résultat : on oublie que la culture générale (fréquentation des bibliothèques, des théâtres et des musées, connaissances des œuvres de l'esprit et du goût) peut contribuer à l'émancipation de l'individu qui parvient à donner du sens à sa propre vie sans le recevoir entièrement du dehors.

L'essai de Fumaroli ne ferait que perpétuer cette critique outrancière de la culture par des intellectuels motivés par un vague sentiment de culpabilité. Certes, l'État aurait noyé l'art dans la culture, puis la culture dans la communication, mais cela ne signifie pas que 1- l'art n'est toujours que le luxe d'une élite, 2- que l'art n'est démocratisé que lorsqu'il sert une idéologie culturelle d'État. Fumaroli, en critiquant l'amalgame opéré par l'État entre les œuvres de l'esprit et les coups médiatiques, nous fait craindre une idéologie d'État cachée dans les replis somptuaires de la culture et enlève toute légitimité au projet de démocratiser l'accès aux œuvres d'art. C'est que Fumaroli, selon Schneider, est plus préoccupé de liberté que d'égalité, il deviendrait ainsi le porte-parole d'une vision de droite : conçoit un État-autorité plutôt qu'un État culturel et maintient le statu-quo d'une culture dominante des arts qui fermente dans les classes supérieures et qui n'a pas besoin de politique de soutien.

Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, jeter l'art avec la culture d'État, renoncer à la fonction éducative de l'art parce que l'État prétend veiller à la formation des citoyens pendant qu'il ne pense qu'à les distraire. L'État a privilégié l'art qui offre l'occasion d'un spectacle en recherchant l'audience maximale : il a corrompu la création artistique en la faisant servir à une consommation des images. Fumaroli enterre une démocratisation qui porterait atteinte à l'intégrité de l'art, alors qu'il ne s'agissait pas d'égalité de tous devant l'art mais de spectacle où nous sommes tous également subjugués. Devant l'État devenu spectacle nous sommes guéris du trouble de penser. Cette question nous interpelle particulièrement dans un contexte nord-américain où l'État-providence est le pourvoyeur du bien-être et du loisir de masse : le loisir est devenu une denrée de base. Dès lors que l'État est pourvoyeur de culture, doit-on attendre de l'autorité politique de définir notre identité culturelle? Certes, elle s'y emploie quand la culture semble devenue le re-liant (reliere) des sociétés occidentales développées, quand on attend de celle-ci non seulement d'empêcher les sociétés d'éclater mais bientôt de modeler le social.

Il est vrai que la politique culturelle cherche une cohésion sociale qui ne laisse pas beaucoup de place aux individus et à la para-culture diffuse et spontanée des mille échanges entre ceux-ci. L'art comme religion des traces, la culture avec son culte de l'événement, tout cela contribue à l'éradication de l'individu comme sujet, comme singularité et — peut-on le dire ? — comme culture de l'âme. Schneider et Fumaroli sont particulièrement sévères envers les artistes qui ont vendu leur individualité au prix fort : ils déplorent leur oubli du métier et leur prétention de posséder un « droit à la création subventionnée »,

². On reconnaît ici l'animosité de Luc Ferry contre les intellectuels soixante-huitards. Ferry, dont *L'Homo aestheticus* a servi de cadre de réflexion à l'ouvrage de Schneider, avait par ailleurs invité celui-ci à en donner quelques esquisses dans *L'Express*.

lorsqu'une élite de conservateurs sert à maintenir en place une élite d'artistes et inversement, même si le grand art n'est plus tributaire du mécénat des classes opulentes et dépend massivement de la manne publique³.

Le tout-spectacle

Les saints de notre religion moderne ne sont pas des saints, cette contradiction n'effraie personne et elle n'est pas résolue, au contraire, lorsque les grands consortiums privés prennent le relais. On demande alors à l'État d'empêcher la production culturelle d'être soumise à des finalités de profit et à des demandes consommatrices. Ce qui est plus facile à justifier lorsqu'il s'agit de repousser la culture de masse américaine, ce qui est plus difficile lorsque cette demande provient de l'intérieur : Mickey Mouse a déjà détrôné Molière au pays du tout-spectacle-pour-rire.

Michel Schneider parle d'une comédie de la culture : ayant siégé parmi les dirigeants il en connaît les manèges qu'il nous décrit avec la lassitude amusée d'un duc de Saint Simon inspiré par Tocqueville. Marc Fumaroli parle d'une religion de la culture : c'est — à la Voltaire — pour mieux écraser l'infâme. Son plaidoyer, enrichi de références historiques, est mordant et l'idéologie qu'il dénonce apparaît plus pernicieuse lorsqu'il apparaît qu'elle n'a pas été esquissée sur la table d'un ministre mais qu'elle préexistait à toutes ces manipulations des mentalités, dans une religiosité qui sommeille en chacun de nous, dans un goût immodéré du spectacle qui semble nous gagner davantage : en 1770 Voltaire écrivait à Mme Necker : « C'est ainsi, madame, vous le savez, que tout spectacle amuse les hommes, on va également aux marionnettes, au feu de la Saint-Jean, à l'Opéra-Comique, à la grand-messe, à un enterrement. »

Ref.

Michel Schneider
LA COMÉDIE DE LA CULTURE
Seuil, 208 p.

Marc Fumaroli
L'ÉTAT CULTUREL. ESSAI SUR UNE RELIGION MODERNE,
Éditions de Fallois, 1992, Le livre de poche, coll. biblio essais, 414 p.

³. Les charges les plus vitrioleuses sont dirigées contre Pierre Boulez, grand manitou des artistes d'État. Signalons un pamphlet antiboulézien récent : *Requiem pour une avant-garde*, de Benoît Duteurtre, Laffont, 1995, 267 p.